

Après la mort du président Nkurunziza, le Burundi en quête d'une transition

@rib News, 11/06/2020 Source AFP Le Conseil des ministres du Burundi a demandé jeudi la Cour constitutionnelle de finir la marche à suivre après le décès soudain du président Pierre Nkurunziza, qui soulève des incertitudes dans ce pays à l'histoire troublée.

M. Nkurunziza, au pouvoir depuis 15 ans, devait achever son mandat le 20 août et passer le moins au général Evariste Ndayishimiye, son dauphin désigné par le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, et vainqueur proclamé de la présidentielle du 20 mai, en dépit des accusations de fraudes massives lancées par son principal rival. Mais sa mort a ouvert une période d'incertitude pour son pays, dont l'histoire est marquée par des crises politiques meurtrières et une longue guerre civile, et qui pourrait être soumise à des luttes d'influence déstabilisatrices. Un Conseil des ministres a été organisé afin de discuter de "la gestion de la situation consécutive au décès inopiné" de Pierre Nkurunziza, mort selon le gouvernement d'un arrêt cardiaque. Présidé par le 1er vice-président Gaston Sindimwo, ce Conseil "a saisi la Cour constitutionnelle pour qu'elle constate la vacance de poste présidentiel", a annoncé à l'AFP un conseiller à la présidence, qui a requis l'anonymat. "La réunion a été plutôt rapide car c'était le seul sujet abordé", a précisé à l'AFP un responsable ministériel, également sous couvert de l'anonymat. Acquis au pouvoir, la Cour doit interpréter la Constitution pour définir les modalités de la transition. Elle devrait rendre sa décision "dans les plus brefs délais", selon ces deux sources. - 'Respect strict de la Constitution' - Selon la Constitution de 2018, en cas de vacance de poste définitive de la présidence, l'intérim est censé être assuré par le président de l'Assemblée nationale, post-occupé par Pascal Nyabenda. Dans les faits, la décision sera prise par les quelques généraux issus de l'ancienne rébellion hutu lors de la guerre civile (300.000 morts entre 1993 et 2006), qui partageaient la réalité du pouvoir avec M. Nkurunziza. Ces généraux penchaient initialement pour accabliser l'investiture du président élu sans passer par la candidature, a expliqué à l'AFP un haut cadre du CNDD-FDD. Ce serait "illégitime et pas du tout choquant, et surtout ça éviter au général Ndayishimiye cette longue période d'incertitude et d'immobilisme synonyme de tous les dangers", a estimé un diplomate sous couvert d'anonymat. Mais influencés par des juristes, les généraux seraient en passe de changer d'avis. "Après d'intenses discussions, ils pourraient finalement opter pour le respect strict de la Constitution, avec un intérim dirigé par le président de l'Assemblée", a assuré le même conseiller à la présidence, sans exclure plus la possibilité d'un intérim raccourci. M. Nyabenda aurait été le premier choix de M. Nkurunziza pour lui succéder. Mais le groupe de généraux a eu gain de cause en imposant l'homme de son choix, Evariste Ndayishimiye. La mort de Pierre Nkurunziza, un chrétien évangélique "born again" qui considérait son pouvoir d'essence divine, a provoqué un immense choc au Burundi. - 'Détresse respiratoire' - Il laisse pourtant un héritage sombre et triste", selon Carina Tertsakian, de l'Initiative pour les droits humains au Burundi. Sa candidature très controversée à un troisième mandat en avril 2015 a débouché sur une crise politique qui a fait plus de 1.200 morts et conduit 400.000 Burundais, dont de nombreux opposants, militants des droits de l'Homme et journalistes indépendants, à l'exil. Sous le règne de celui qui avait été élevé au rang de "Visionnaire" et de "Guide suprême du patriotisme", deux termes symbolisant son rôle central dans le système mis en place par le CNDD-FDD, la population s'est également encore appauvrie. Alors qu'une partie du pays s'interroge sur la possibilité que le chef de l'Etat ait succombé à la maladie Covid-19, une source médicale à l'hôpital de Karusi, où est décédé M. Nkurunziza, a affirmé à l'AFP que celui-ci était en "détresse respiratoire" quand il est mort. "Il aurait fallu le mettre immédiatement sous respirateur", a également expliqué un biologiste ayant requis l'anonymat. "Malheureusement il a été acheminé loin de la capitale et dans un hôpital qui n'était pas du tout équipé pour accueillir un tel malade". L'épouse de M. Nkurunziza, Denise Bucumi, avait été hospitalisée fin mai à Nairobi. Selon un document médical consulté par l'AFP, elle avait été testée positive au Covid-19 et avait développé plusieurs pathologies dont "une détresse respiratoire". Pierre Nkurunziza avait rapidement expliqué que Dieu protégeait le Burundi et sa population du virus et avait décidé de maintenir les élections malgré l'épidémie. Alors que les 11 millions de Burundais ont commencé un deuil national, le gouvernement a annoncé que "pendant cette période de deuil, les musiques dans les bars, les boîtes de nuit et les karaokés devaient être suspendues."